

# I - SÉCURITÉ

## 1. DÉLINQUANCE

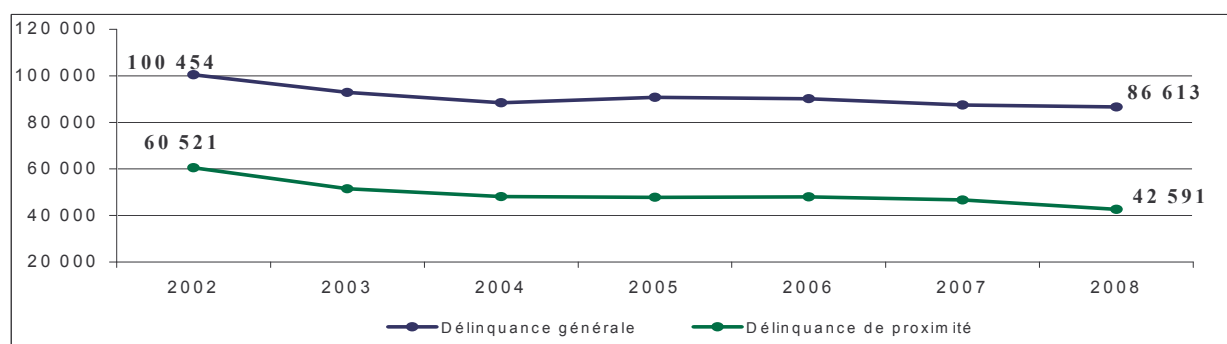
### 1 - Evolution de la délinquance

#### a) Poursuite de la baisse de la délinquance en baisse en 2008

La délinquance générale est en baisse de 0,94 % (86 613 faits au lieu de 87 439 en 2007). La délinquance de proximité baisse de 8,80% (42 591 faits au lieu de 46 700 l'année précédente).

La délinquance diminue de manière contrastée :

- ✕ en zone de police, la délinquance générale baisse de 3,42 % (71 738 faits, au lieu de 74 277) et la délinquance de proximité de 10,50% (35 558 faits, 39 730 en 2007) ;
- ✕ en zone de gendarmerie, la délinquance générale augmente de 13,01 % (14 875 faits au lieu 13 162 en 2007), et la délinquance de proximité de 0,90 % (7 033 faits en 2008, au lieu de 6 970).



Les chiffres de la délinquance de proximité se caractérisent par une baisse significative des principales infractions de voie publique.

Période concernée	vols avec violences	vols de véhicules	vols à la roulotte	vols à la tire
2007	4 335	5 388	13 998	3 772
2008	3 802	4 597	12 548	3 468
Evolution	-12,30 %	-14,68 %	-10,36 %	-8,06 %

Les violences aux personnes diminuent de 1,39 %. Si les violences physiques crapuleuses sont en diminution de 9,33 %, les violences physiques non crapuleuses progressent de 3,02 %, avec 181 faits supplémentaires par rapport à 2007, dont près de 60 % sont des violences intra-familiales.

Les vols à main armée, passés de 177 en 2007 à 287 en 2008 (soit + 62,15 %) ont fortement augmenté. Les commerces de proximité en sont les principales victimes.

Les violences urbaines ont baissé de 9,30 %. Leur évolution est contrastée : si les incendies de véhicules diminuent (-16,64 %), avec 1 137 véhicules incendiés au lieu de 1 364 en 2007, en revanche les violences collectives et les affrontements entre bandes augmentent respectivement de 53,61 % et de 39,29 %.

#### **b) Activité des services de police et de gendarmerie**

En 2008, près de 10 % des faits constatés relèvent de l'initiative des services de police et de gendarmerie. Le nombre d'infractions révélées par l'action des services (I.R.A.S.) est en hausse de 9,56 % avec 8 552 infractions, soit 746 faits supplémentaires par rapport à l'année dernière.

La hausse des I.R.A.S. s'est accompagnée d'une amélioration du taux d'élucidation de 1,94 point. Il atteint 32,70 % en 2008. Les gardes à vue augmentent également de 2%.

#### **c) Lutte contre le trafic de stupéfiants**

Le nombre d'infractions à la législation sur les stupéfiants constatées à l'initiative des services de police et de gendarmerie est en hausse de près de 15 % (3 649, au lieu de 3 177 en 2007), en particulier pour :

- ✕ les trafics : + 22,73 % (54 faits au lieu de 44 en 2007) ;
- ✕ les usages-reventes et consommations : +16,31 %, soit 3 452 au lieu de 2 968.

Les saisies de stupéfiants sont également en hausse. 1,2 tonnes de cannabis ont été saisies au cours de l'année.

#### **d) Développement de la vidéo-protection**

En deux ans, plus de 280 caméras ont été installées, portant le nombre total de caméras sur la voie publique à 375 en 2008, au lieu de 194 en 2007. 45 communes sont aujourd'hui équipées.

Les dispositifs des communes d'Argenteuil et de la communauté d'agglomération de la Vallée de Montmorency ont été reliés aux commissariats de sécurité publique de leur secteur.

La majorité des véhicules de transports de voyageurs du département dispose d'un système de vidéo-protection embarqué. Les autres véhicules seront équipés au cours de l'année 2009.

Le développement de la vidéo-protection dans les gares s'est poursuivi en 2008 : 22 gares du département sont vidéo surveillées.

## 2. ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

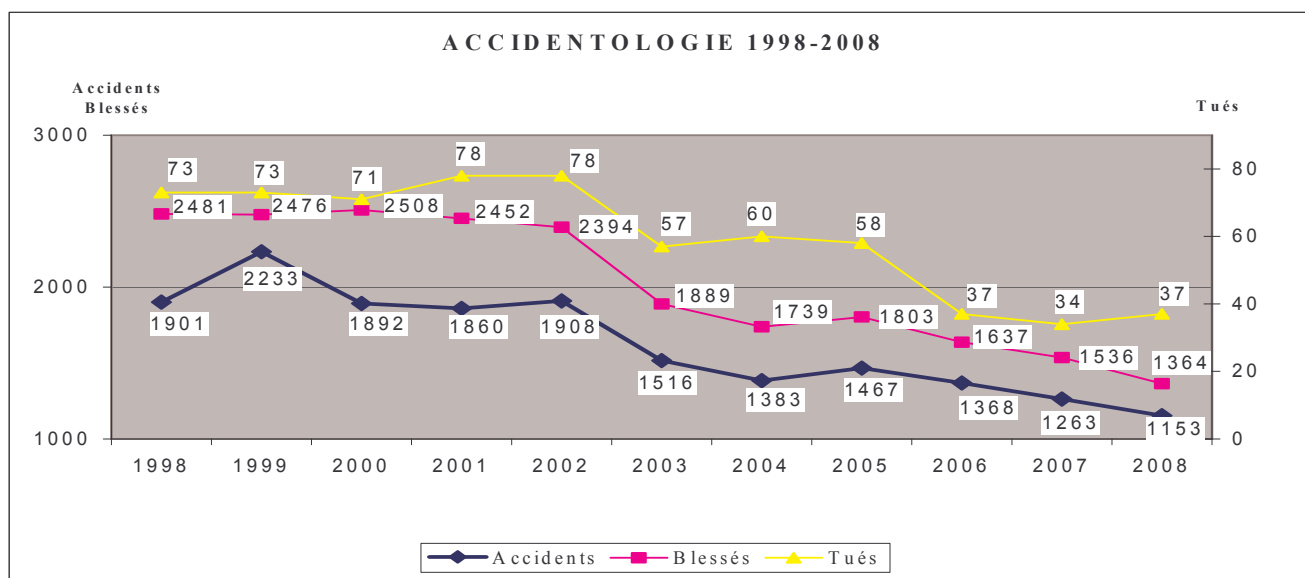
### 1 – Faits

37 personnes ont été tuées sur les routes du Val d'Oise en 2008, au lieu de 34 en 2007.

Le nombre des automobilistes tués sur la route diminue (9 en 2008 au lieu de 16 en 2007), mais la part des conducteurs de deux-roues dans la mortalité routière continue de progresser (18 en 2008 au lieu de 14 en 2007, soit près de 50% du total des tués).

Le nombre de personnes blessées a baissé en 2008, s'établissant à 1364, au lieu de 1536 en 2007, soit 172 blessés en moins (-11%).

Le nombre d'accidents corporels a baissé en 2008, s'établissant à 1153, au lieu de 1263 en 2007, soit 110 accidents corporels en moins (-9%).



### 2 – Relevés des infractions

#### a) Contrôles routiers

Les infractions liées à la vitesse ont diminué de 4,8 % et les excès de vitesse supérieurs à 40 km/h entraînant une rétention ou suspension de permis de conduire ont baissé de 42,3% (314 rétentions ou suspensions administratives ont été opérées pour excès de vitesse).

Au 31 décembre 2008, le département comptait treize radars fixes automatiques en service. En 2008, 4 nouveaux radars ont été mis en service à Epinay-Champlatreux, à Saint-Gervais, à Osny et à Saint-Ouen-L'Aumône, portant à 13 le nombre total de radars dans le département.

Au cours de l'année, 277 459 infractions ont été relevées (soit une augmentation de plus de 17,8%) : 183 366 par les radars embarqués et 94 093 par les radars fixes. Dans plus de 89 % des cas, les excès de vitesse relevés étaient inférieurs à 20 km/h.

Les infractions liées au défaut de port de la ceinture sont en baisse de 7,6 %, et celles relatives au défaut de port du casque de 14 %.

9 497 procès verbaux sanctionnant l'utilisation du téléphone portable au volant ont été dressés par les forces de police et de gendarmerie en 2008, au lieu de 7 394 pour la totalité de l'année 2007, soit une augmentation de plus de 28 %.

## **b ) Lutte contre l'alcoolémie et l'usage de stupéfiants**

Sur les 96 956 dépistages réalisés dans l'année, 3 663 soit 3,8%, se sont avérés positifs. Les contrôles ont augmenté de 8% par rapport à 2007 .

Les rétentions ou suspensions du permis de conduire effectuées (1438) pour taux d'alcoolémie supérieur à 0,5 g/l, ont baissé de 9,7 % (134 rétentions ou suspensions de permis pour conduite sous l'emprise de stupéfiants). Son rapport avec celui des dépistages pratiqués est de l'ordre de 1,5 % au lieu de 1,8% en 2007.

## **3- Prévention**

Plusieurs actions ont été conduites en direction, en particulier, des jeunes âgés de moins de 25 ans, qui représentent plus de 30 % de la population du département :

- ✓ l'accompagnement des étudiants après les soirées a permis le transport en autocar de 3 500 étudiants à l'occasion de cinq soirées en 2008;
- ✓ les sessions d'apprentissage des règles de la conduite et de partage de la route basée sur le volontariat proposée aux candidats à l'attestation de sécurité routière inscrits au GRETA ont bénéficié à 194 personnes ;
- ✓ le « challenge de sécurité routière » organisé, pour la 10<sup>ème</sup> année consécutive en partenariat avec la mairie de Cergy et la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise, les grandes écoles, les universités de Cergy et d'Ile de France, a réuni plus de 500 étudiants en 2008 ;
- ✓ les deux journées de formation à la conduite de moto avec la gendarmerie, la DDSP, la CANIF, le groupe « sécurité routière moto 95 » et la DDEA, ouvertes aux jeunes conducteurs (permis de moins d'un an) ont permis de former plus 180 participants.

### **3. GESTION DE CRISE**

#### **1 – Planification de la gestion de crise**

En 2008, la rédaction des plans BIOTOX et PIRATOX a été achevée. Ces deux plans sont intégrés au plan vigipirate. Dans le domaine sanitaire, le plan « canicule » a été actualisé.

Plusieurs exercices de sécurité civile ont été organisés. afin de tester les plans de sécurité civile et d'apprécier la synergie entre les différents services de l'Etat, du Département, des communes, les opérateurs et les associations en période de crise :

- ✓ déclenchement du plan particulier d'intervention de l'entreprise GDF Suez de Saint-Clair sur Epte et de l'entreprise SMCA de Chennevières les Louvres (site SEVESO II) ;
- ✓ exercice SATER ;
- ✓ exercice zonal multi attentats en Ile de France.

#### **2 – Prévention des risques**

##### **a) Schéma départemental de prévention des risques naturels**

Le schéma, en cours de concertation avec les collectivités, constituera un document d'orientations quinquennal comprenant un bilan, des objectifs généraux et un programme d'actions en matière de connaissance du risque, de surveillance et prévision des phénomènes. Il sera soumis à approbation en 2009.

##### **b) Plan de prévention des risques**

Deux plans de prévention des risques « mouvement de terrain » sont en cours de réalisation :

- ✓ le plan d'Argenteuil ;
- ✓ les études préalables à l'élaboration d'un plan de la commune d'Epiais-Rhus ont été engagées en lien avec l'inspection générale des carrières.

Une réflexion sur la prise en compte des risques liés aux boves et aux falaises sur les communes de la Boucle de Moisson a été engagée sur la commune de Haute-Isle. Elle se poursuivra, en 2009, sur les communes de la Roche-Guyon et Vétheuil.

##### **c) Information sur les risques majeurs**

Le travail d'information s'est poursuivi, en 2008, par :

- ✓ la définition d'une stratégie de formation des chefs d'établissement scolaire sur la rédaction des plans particuliers de mise en sûreté ;
- ✓ la mise à jour des informations nécessaires à l'information des acquéreurs et des locataires suite à la prescription d'un plan particulier des risques technologiques. Deux communes sont concernées : Chennevières-les-Louvres et Epiais les Louvres ;
- ✓ les travaux préparatoires à la révision du dossier départemental des risques majeurs.

##### **d) Ruissellement pluvial**

Dans le cadre du « porter à connaissance » des documents d'urbanisme, la DDEA a engagé un travail mise à jour des cartographies des axes de ruissellement pluvial des communes. 62 communes ont fait l'objet d'une mise à jour.

Une étude sur le ruissellement pluvial a été lancée pour définir une cartographie numérique des principales zones à risque du département et envisager les travaux de réduction de la vulnérabilité ou l'élaboration de plans de prévention.

## **4. SÉCURITÉ SANITAIRE**

### **1 – Veille et alerte sanitaire**

#### **a) Surveillance sanitaire**

La cellule de veille et d'alerte de la DDASS anime un réseau de surveillance dans les établissements d'hébergement de personnes âgées et assure le suivi hebdomadaire des indicateurs d'activité des établissements du réseau de surveillance régional.

#### **b) Signalements sanitaires**

La cellule de veille et d'alerte réalise les investigations sanitaires des maladies à déclaration obligatoire, des épidémies et des événements environnementaux avec risque sanitaire. 165 signalements sanitaires ont fait l'objet d'une investigation en 2008 (172 en 2007), dont 35 cas d'hépatites A aiguës, 24 signalement de toxi-infections alimentaires collectives et 12 cas d'infections invasives à méningocoque.

En outre 11 signalements d'infections respiratoires aiguës sont survenues dans des collectivités (établissements de santé, écoles...), la coqueluche étant à l'origine de la majorité des signalements (9 sur 11).

264 cas de tuberculose ont également été notifiés en 2008 à la DDASS (+25 % par rapport à 2007).

Enfin, la DDASS a recueilli la notification de 136 cas de VIH et 6 signalements d'hépatite B, ces signalements n'engendrant aucune investigation sanitaire ou environnementale.

### **2 - Santé environnementale**

#### **a) Contrôle sanitaire des eaux**

4721 prélèvements ont été effectués pour le contrôle de la qualité de l'eau : 2730 pour l'eau du robinet, 1907 pour les eaux de piscine à usage collectif, 57 pour les eaux conditionnées et 27 pour les eaux de baignade.

La qualité de l'eau du robinet est globalement satisfaisante, mais il convient de noter la mauvaise qualité de certains captages du fait de pollutions diffuses, principalement d'origine agricole. Des périmètres de protection ont été instaurés pour deux captages en 2008.

#### **b) Légionelloses**

En 2008, 14 cas de légionellose ont été recensés. 13 inspections ont été menées afin d'évaluer les mesures de prévention contre la légionelle dans les établissements accueillant des populations sensibles.

### **3 - Santé publique**

#### **a) Programme régional de santé publique**

86 dossiers ont été financés en 2008 à hauteur de 1 510 224 €, dont 58 (605 903€) répondant à l'appel à projets sur le dépistage du cancer colorectal lancé sur le plan national et régional en 2008.

#### **b) La sécurité sanitaire des aliments (protection de la santé publique)**

Les services vétérinaires assurent le contrôle de la sécurité sanitaire des aliments. Les inspections portent sur les denrées alimentaires animales et les conditions de leur production et de leur manipulation. Les contrôles ont porté sur les établissements de transformation et d'entreposage (60 inspections), de restauration de type cuisines centrales (30 inspections), et de remise directe aux consommateurs et de distribution (230 inspections).

La DDSV assure la coordination des services de l'Etat (DDASS, DDCCRF) en matière de sécurité alimentaire au sein de la délégation inter-services de sécurité sanitaire des aliments. En 2008, la délégation a pris en charge 15 enquêtes de toxi infections alimentaires collectives, 28 alertes sanitaires et 80 plaintes traitées.

#### **4) - Protection et la santé des animaux**

La DDSV réalise également des inspections documentaires et de terrain, d'une part, en santé animale et protection de la santé publique, par le suivi des grandes maladies des mammifères de rente (tuberculose, brucellose, fièvre aphteuse, pestes, salmonelloses aviaires, rage) afin de garantir la qualité sanitaire du cheptel et la santé publique et, d'autre part, en matière de protection animale dans l'ensemble des établissements d'élevage, de vente, de présentation au public, d'expérimentation ou pendant des événements (aïd-el-kébir), afin de s'assurer que les conditions de détention sont compatibles avec les impératifs biologiques des différentes espèces.